



**Direction des politiques sociales**

Fonds national de prévention (FNP) de la Caisse  
nationale de retraites des agents des collectivités  
locales (CNRACL)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

---

**Accompagnement des employeurs de la  
fonction publique territoriale et hospitalière  
dans leurs démarches de prévention des  
risques professionnels dans le cadre  
d'appels à projets du FNP de la CNRACL**

---

**N° du CCAP : 20255045**

**Annexe 1 : Annexe relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD)**

**Annexe 2 : Attestation de non-conflit d'intérêt**

**Annexe 3 : Règles de sécurité des systèmes d'information (RSSIPS)**

## SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales de l'accord-cadre</u>	4
1.1 - Objet de l'accord-cadre	4
1.2 - Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
<u>2 - Pièces contractuelles de l'Accord-cadre et des marchés subséquents</u>	6
<u>3 - Durée et délais d'exécution</u>	7
3.1 - Durée de l'accord-cadre et modalités de reconductions	7
3.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	7
<u>4 – Prix</u>	7
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2 - Modalités de variation des prix	8
<u>5 - Garanties Financières</u>	8
<u>6 – Avance</u>	9
<u>7 - Modalités de règlement des comptes</u>	9
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
7.2 - Présentation des demandes de paiement	9
7.3 - Délai global de paiement	10
7.4 - Paiement des cotraitants	10
7.5 - Paiement des sous-traitants	10
<u>8 - Conditions d'exécution des prestations</u>	11
8.1 – Obligations du Titulaire	11
8.2 – Confidentialité et sécurité	12
8.3 – Obligation de conseil et de mise en garde	13
8.4 – Force majeure	14
8.5 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre	14
8.6 – Travail dissimulé	15
8.7 – Protection des données à caractère personnel	15
8.8 – Personnel du Titulaire	15
8.9 – Suivi qualité des missions	15
<u>9 - Droit de propriété intellectuelle</u>	15
9.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards	15
9.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats	16
<u>10 - Constatation de l'exécution des prestations</u>	17
10.1 – Vérifications	17
10.2 - Décision après vérification	17
<u>11 – Pénalités</u>	17
11.1 - Conditions générales d'application des pénalités	18
11.2 - Pénalités de retard	18
11.3 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail	18
11.4 - Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité	18

11-5 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales.....	19
<u>12 – Responsabilité contractuelle du Titulaire</u> .....	19
<u>13 – Assurances</u> .....	19
<u>14 - Résiliation de l'Accord-cadre et des Marchés subséquents</u> .....	20
<u>15 - Droit et langue</u> .....	20
<u>16 - Clauses complémentaires</u> .....	21
16.1 – Régularité administrative du Titulaire .....	21
16.2 – Prise en compte par le Titulaire des préoccupations environnementales et sociétales ....	22
16.3 – Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur .....	22
16.4 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption .....	23
16.5 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la Caisse des Dépôts à la réglementation de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB- FT).....	23
<u>17 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles (CCAG-PI)</u> .....	23

# **1 - Dispositions générales de l'accord-cadre**

## **1.1 - Objet de l'accord-cadre**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations relatives à **l'accompagnement du FNP de la CNRACL pour des appels à projets portant sur la prévention des risques professionnels**.

Dans le présent document, « Acheteur » désigne la Caisse des dépôts et consignations. Le terme « Accord-cadre » désigne le présent contrat constitué des documents énumérés à l'article 2 du CCAP. On entend par « Titulaire » l'opérateur économique auquel est notifié le présent Accord-cadre.

Les Titulaires du présent accord-cadre seront consultés, à la survenance du besoin, pour la réalisation des prestations.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté pour la part de prestations unitaires au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'Acheteur.

**Lieu d'exécution :** La prestation sera principalement à réaliser auprès de chacune des collectivités et établissements retenus dans chaque appel à projets et à Bordeaux ou à Paris, dans les locaux de la Caisse des Dépôts pour participer aux réunions organisées par le FNP de la CNRACL. Le lieu principal sera spécifié dans le marché subséquent concerné.

### **Réalisation de prestations similaires :**

L'Acheteur pourra également attribuer un accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

## **1.2 - Décomposition de l'accord-cadre**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Dans le présent document, sauf stipulation contraire, le terme « Marché » désigne le marché subséquent. Les prestations sont exécutées dans le cadre de marchés subséquents conclus par l'Acheteur sur le fondement de l'accord-cadre.

**L'accord-cadre est attribué à quatre (4) opérateurs économiques** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres). Les Titulaires sont consultés à la survenance du besoin, pour la réalisation des prestations prévues par les documents de l'accord-cadre. A l'issue de la consultation, un marché subséquent est conclu avec la société ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Toutefois, l'Acheteur se réserve la possibilité de lancer des procédures hors accord-cadre pour des besoins spécifiques exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre. Il pourra en être de même en cas de consultation pour l'attribution d'un marché subséquent déclarée sans suite.

## **1.3 - Type d'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique, conclu avec quatre (4) opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

**L'accord-cadre à marchés subséquents est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 400 000 euros HT (soit 2 880 000 euros TTC) sur la durée totale de l'accord-cadre.**

Il comporte des prestations à prix unitaires dont le détail figure dans la grille des tarifs plafonds.

La forme des marchés subséquents sera définie par chaque marché subséquent en fonction des besoins spécifiques à chaque consultation.

## 1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

L'Acheteur a la possibilité de passer et notifier des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Il ne peut cependant retenir une date de passation et une durée d'exécution telles que l'exécution dudit marché subséquent se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Chaque marché subséquent est attribué après remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient à la survenance du besoin, dans le respect des stipulations du présent accord-cadre et des documents de la consultation.

Celle-ci est réalisée par la diffusion par voie dématérialisée, via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>, d'une fiche de mission (valant règlement de la consultation et cahier des clauses particulières du marché) détaillant a minima :

- La nature du marché subséquent (marché ordinaire, accord-cadre à bons de commande) ;
- L'objet de la prestation, les livrables attendus et le découpage éventuel du marché subséquent en phases ou tranches,
- Les contraintes particulières liées à la prestation ;
- Le cas échéant, la date de début et le délai maximum d'exécution des prestations ou de remise des livrables ;
- La forme du prix des prestations ;
- Les critères d'attribution, conformément aux critères annoncés ci-dessous ;
- La date et l'heure limites de réception des offres des Titulaires ;
- Les modalités et l'adresse de dépôt des offres des Titulaires ;
- Les coordonnées auxquelles les Titulaires peuvent adresser toute demande de renseignements.

La fiche de mission fixe les conditions dans lesquelles les Titulaires peuvent proposer des variantes ou des prestations supplémentaires éventuelles (PSE), ainsi que leurs modalités de présentation. A défaut de telles précisions, les variantes ou PSE ne sont pas autorisées.

Les Titulaires s'engagent à présenter une offre à l'occasion de chaque remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent. Les offres soumises pour chaque marché subséquent comprennent a minima, sous réserve des pièces ou informations supplémentaires demandées dans la fiche de mission transmise par l'Acheteur, les éléments suivants :

Un mémoire technique comprenant :

- Une note méthodologique présentant l'organisation de la mission, les modalités d'exécution et de suivi des prestations ainsi que les plannings d'intervention par profil ;
- Les profils des intervenants proposés pour la mission (CV), indiquant le niveau de qualification correspondant dans l'annexe financière ;
- Une proposition tarifaire, indiquant le nombre d'intervenant prévus, leur niveau, et la charge prévue pour effectuer la mission, pour chaque niveau de compétence, sur la base de l'annexe financière transmise.

Si un Titulaire est dans l'impossibilité de présenter une offre, quelle qu'en soit la raison, il en avertit l'Acheteur par courriel dans le délai imparti pour la remise des plis et motive son absence de réponse.

Les Titulaires de l'accord-cadre devront répondre obligatoirement avant les date et heure indiquées sur la fiche de mission. Toute offre arrivée après la date et l'heure limites sera rejetée.

**Le délai de validité des offres des marchés subséquents est de soixante (60) jours à compter de la date limite de dépôts des offres fixée dans la fiche valant cahier des charges.**

**Les critères pondérés retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont les suivants :**

Critères	Pondération
1-Valeur technique appréciée au de regard de : - la présentation de la méthodologie proposée <b>(40 à 60%)</b> - l'expérience et la compétence de l'équipe dédiée <b>(20 à 40%)</b> - l'adéquation du planning aux contraintes du FNP de la CNRACL <b>(5 à 20%)</b>	60 %
2-Prix des prestations	40 %

## **2 - Pièces contractuelles de l'Accord-cadre et des marchés subséquents**

Les documents listés dans les articles suivants et leurs ordres peuvent être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec l'Acheteur, le titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. **Toutes conditions générales de vente du titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, **les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes** et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont l'annexe financière (grille de tarifs plafonds) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont :
  - ✓ Annexe 1 : Annexe relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD)
  - ✓ Annexe 2 : Attestation de non-conflit d'intérêt
  - ✓ Annexe 3 : Règles de sécurité des systèmes d'information (RSSIPS)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le mémoire technique du Titulaire ;
- Le cas échéant, l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

**Les pièces contractuelles de chaque marché subséquent** sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement du marché subséquent
- La fiche de mission valant cahier des charges du marché subséquent
- La proposition tarifaire détaillée remise par le Titulaire dans son offre pour le marché subséquent
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres
- Le mémoire technique / note méthodologique du Titulaire
- Les bons de commande émis en exécution du marché subséquent, le cas échéant.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives de l'accord-cadre et les pièces constitutives des marchés subséquents, les dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre prévaudront sauf concernant le régime de la protection des données à caractère personnel.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

### **3 - Durée et délais d'exécution**

#### **3.1 - Durée de l'accord-cadre et modalités de reconductions**

L'Accord-cadre est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification**.

La notification est réalisée via la plateforme de dématérialisation de l'Acheteur. La date de notification est la date de l'accusé de réception ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'Acheteur.

L'Accord-cadre pourra être **reconduit tacitement trois fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an** sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

Les marchés subséquents peuvent être passés et notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

#### **3.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent est définie par les dispositions dudit marché. Elle tient compte de la nécessité d'une remise en concurrence périodique.

De même, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque marché subséquent. Sauf stipulation contraire, le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du marché subséquent.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

Comme indiqué à l'article 1.4 ci-avant, l'Acheteur a la possibilité de notifier des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. L'exécution des marchés subséquents notifiés avant la date d'échéance de l'accord cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des marchés subséquents dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

### **4 – Prix**

#### **4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire spécifiques à l'exécution de la prestation entre le lieu d'exécution de la prestation et celui de l'établissement habituel du Titulaire), ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation et la cession des droits de propriété intellectuelle prévue dans le présent CCAP.

**Cas spécifique des interventions auprès d'employeurs (collectivités ou établissement public), situés dans un Département et Région d'Outre-Mer (DROM) ou collectivité d'Outre-Mer (COM), retenus dans le cadre des appels à projets :**

Les frais professionnels (frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire) seront remboursés sur présentation de factures accompagnés de justificatifs, après vérification et acceptation de l'Acheteur dans la limite du barème suivant :

- Pour l'hébergement :
  - en Outre-mer (nuitée et petit déjeuner) : 101 € TTC
- Pour la restauration (par repas) :
  - en Outre-mer : 25 € TTC

La location courte durée de véhicules est autorisée étant précisé que la catégorie A (mini) est obligatoire et au-delà de 2 voyageurs, la catégorie B (économique) est permise.

Les frais relatifs à l'usage du véhicule personnel ou professionnel seront pris en charge dans la limite du barème suivant:

- < 6 CV : 0,38 € TTC / km professionnel parcouru
- 6 CV : 0,40 € TTC / km professionnel parcouru
- 7 CV et plus : 0,43 € TTC / km professionnel parcouru

## **4.2 - Modalités de variation des prix**

### **Prix de l'accord-cadre :**

Les prix plafonds de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

**Les prix plafonds sont révisables**, à la **date anniversaire** de la notification de l'Accord-cadre, sur demande écrite préalable du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application aux prix de l'Accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :  $Cn = 15,0\% + 85,0\% (SYN (n-0) / SYN (0))$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « Honoraires SYNTEC révisé (sociétés assujetties à la TVA) », utilisé comme index de référence.

### **Prix des marchés subséquents :**

**Sauf stipulation contraire dans les marchés subséquents, seuls les marchés d'une durée supérieure à un (1) an bénéficient de la variation des prix.** Cette variation s'applique annuellement à la date anniversaire de notification du marché subséquent, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'accord-cadre définies ci-dessus, à la demande préalable écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur.

## **5 - Garanties Financières**

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution des prestations.



## **6 – Avance**

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 11.1 du C.C.A.G.-P.I. Il est spécifié qu'aucune avance ne sera versée.

## **7 - Modalités de règlement des comptes**

### **7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les prestations sont réglées selon les modalités prévues par chaque marché subséquent. Ces derniers précisent notamment les modalités des échéanciers de paiement en relation avec l'objet de la prestation à réaliser.

### **7.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI et D2192-2 du code de la commande publique, et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La nature des prestations exécutées
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- la date de facturation ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le nom ou la raison sociale du créancier.

**Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles seront retournées au Titulaire.**

**De plus, chaque facture devra obligatoirement, sous peine de rejet, comporter les coordonnées bancaires ou être accompagnée d'un RIB.**

#### **Facturation électronique :**

Les demandes de paiement doivent être adressées à :

**Fonds National de Prévention de la CNRACL**

**Suivi administratif et financier**

**Direction des Politiques Sociales – Caisse des dépôts et consignations**

**6 place des Citernes – 33059 Bordeaux cedex**

A l'adresse électronique suivante : [démarches-prévention@caissedesdepots.fr](mailto:démarches-prévention@caissedesdepots.fr)

L'Acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au Titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées par la CNRACL dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles L2192-12 à L2191-15 et R.2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

### 7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### 7.5 - Paiement des sous-traitants

Le Titulaire de l'accord-cadre peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification du marché, soit en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

***La sous-traitance totale de l'accord-cadre est strictement interdite.***

*Lorsque le montant de l'accord-cadre de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant « direct » qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur est payé directement par ce dernier, pour la partie de l'accord-cadre qu'il assure directement.*

En cas de sous-traitance autorisée, le Titulaire reste seul et unique responsable des obligations qui lui incombent, en vertu de l'accord-cadre.

Il est expressément convenu que tout sous-traitant auquel le Titulaire fera éventuellement appel, est soumis aux exigences contenues dans l'ensemble des documents contractuels notamment aux règles de qualité, de confidentialité et de sécurité prévues au présent cahier des charges.

*Modalités de paiement des sous-traitants :*

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours, mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

### **8.1 – Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

En outre, Le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS), telle que visée en annexe.

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Acheteur des livrables qui ne portent en aucune manière atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la vie privée, l'image, l'honneur. Il garantit de même que ces contenus sont conformes à la déontologie professionnelle et ne constituent ni un dénigrement, ni une diffamation.

Le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre, telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui ont été attribués ou susceptibles d'affecter l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dédié à l'Acheteur chargé du suivi global de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est attribué. Ce dernier sera l'interlocuteur unique de l'Acheteur pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation. Le Titulaire s'engage dans la mesure du possible à maintenir le même interlocuteur dédié, et à le remplacer dans les meilleurs délais en cas d'indisponibilité, et ce jusqu'à la fin de l'Accord-cadre.

De plus, le Titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations. En cas de départ d'un intervenant du Titulaire affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le Titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que ce soit.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Les intervenants du Titulaire peuvent être amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur. Ils doivent dans ce cas respecter les règles de sécurité et de confidentialité que leur transmettra l'Acheteur, ils demeurent néanmoins sous l'autorité hiérarchique du Titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations contractuelles, les intervenants du Titulaire peuvent participer sur invitation de l'Acheteur à des réunions de travail. Lorsque ces réunions se déroulent dans les locaux de l'Acheteur, les stipulations de l'alinéa précédent s'appliquent.

#### **Conflits d'intérêts :**

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

**Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.**

## 8.2 – Confidentialité et sécurité

### 8.2.1 Confidentialité

**Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1.2 du C.C.A.G. – PI.**

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur s'engage à garder confidentiel les documents et/ou informations du Titulaire dont il aura indiqué de manière claire et non équivoque le caractère confidentiel.

Le Titulaire doit faire preuve d'une vigilance renforcée lorsque ces informations sont de nature financière et/ou comptable et qu'elles sont susceptibles d'être qualifiées d'informations privilégiées au sens de la réglementation financière. Ces informations privilégiées peuvent concerner l'Acheteur ou les émetteurs d'instruments financiers sur lesquels l'Acheteur détient de telles informations. La divulgation, l'utilisation ou la recommandation d'agir sur la base de ces informations privilégiées constituent des infractions pénalement répréhensibles.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux (2) années après **l'expiration de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit ou à compter de la fin d'exécution du dernier bon de commande dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la période de validité de l'Accord-Cadre.**

Le respect de cette obligation de confidentialité et sécurité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ♦ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre de l'Accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Les modalités de destruction des données sont précisées à l'article 31 du CCAG-PI.

- ♦ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;

- ♦ le Titulaire prend toutes les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'Accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;

- ♦ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

- ♦ Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet, l'accès aux données, et s'assure de la sécurité physique et logique des accès aux services mis en œuvre.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;

- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans l'Accord-cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

L'obligation de confidentialité et de sécurité est une obligation essentielle de l'Accord-cadre sans laquelle l'Acheteur n'aurait pas contracté avec le Titulaire et pourra entraîner de ce fait en cas de non-respect une indemnité dans les conditions prévues ci-après à l'article 9.4.

#### 8.2.2 Sécurité

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 19.3 du CCAG PI.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG -PI.

### **8.3 – Obligation de conseil et de mise en garde**

Le Titulaire informera régulièrement l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations et a minima dans les conditions visées le cas échéant au CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même de l'Accord-cadre. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations, objet de l'Accord-cadre, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- ◆ à alerter à l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre;
- ◆ à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par l'Acheteur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- ◆ faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- ◆ à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCTP.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice grave pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

## 8.4 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par l'article 1218 du Code civil.

## 8.5 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'Accord-cadre

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des Documents Contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'Accord-cadre » **Accompagnement des employeurs de la fonction publique territoriale et hospitalière dans leurs démarches de prévention des risques professionnels dans le cadre d'appels à projets du FNP de la CNRACL** ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'Accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – PI.

## **8.6 – Travail dissimulé**

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employées au regard de la législation et en particulier du Code du travail.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## **8.7 – Protection des données à caractère personnel**

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du C.C.A.G.-T.I.C.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel (Les « Données Personnelles »), notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »). Le Titulaire aura accès à des Données Personnelles lors de la réalisation des prestations qui lui sont attribués en vertu du Marché.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Sous-traitance de traitement de données personnelles » jointe aux présentes qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme responsable de traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

## **8.8 – Personnel du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à prévoir des effectifs suffisants avec la compétence requise pour l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire affecte à l'exécution de l'Accord-cadre, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des services et pour la bonne réalisation de ceux-ci.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la stabilité de ses équipes pendant toute la durée de l'Accord-cadre.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution de l'Accord-cadre reste sous le contrôle et la seule autorité hiérarchique et disciplinaire du Titulaire pendant toute la durée de l'Accord-cadre. Le Titulaire assure l'encadrement et le contrôle de ses salariés, y compris lorsque les prestations sont effectuées dans les locaux de l'Acheteur.

## **8.9 – Suivi qualité des missions**

Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire, notamment afin de résoudre les difficultés d'exécution survenant dans l'Accord-cadre.

# **9 - Droit de propriété intellectuelle**

## **9.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards**

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 qui définissent les Connaissances antérieures et les Connaissances antérieures standards et également les stipulations de l'article 33 et 34 qui en précise notamment le régime, s'appliquent au présent Accord-cadre.

## 9.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du C.C.A.G.-P.I. les Résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent les éléments réalisés par l'Acheteur dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent Accord-cadre.

### **Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.**

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'Accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques ; DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les Résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers.
- de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les Résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs.
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les Résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre du



fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article 13 du CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des Résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'Accord-cadre, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant des prestations. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

Les stipulations de l'article 10 dérogent aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

### **10.1 – Vérifications**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, à la remise de chaque livrable dû au titre du présent Accord-cadre, et sauf stipulation contraire indiquée dans le marché subséquent, l'Acheteur procède, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de leur livraison, à la vérification du livrable remis.

Dans ce cadre, il vérifie que :

- le livrable remis est complet et conforme aux exigences contractuelles ;
- il présente le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre de l'Accord-cadre et du marché subséquent, et est conforme aux pratiques et règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

Aucune admission tacite des Livrables remis par le Titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent Accord-cadre et des marchés subséquents.

### **10.2 - Décision après vérification**

Dès lors que i) les Livrables sont conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte le(s) Livrable(s) ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations. Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels l'Acheteur informera le Titulaire du rejet des prestations, en indiquant les motifs de ce rejet.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis, le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **cinq (5) jours** ouvrés à compter de la réception de la décision de rejet transmise par l'Acheteur.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'Accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

## **11 – Pénalités**

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14.1 du CCAG. P.I.

Les stipulations de l'article 14.2 du C.C.A.G P.I. sont applicables au présent Accord-cadre et complètent le présent article 11.

Les pénalités prévues à l'article 14.2 du C.C.A.G. – P.I. en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel sont applicables.

### **11.1 - Conditions générales d'application des pénalités**

Sauf stipulation contraires des documents contractuels, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par l'Acheteur conformément aux Documents Contractuels, ou force majeure

Les pénalités autres que les pénalités de retard ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire ne pourra pas être supérieur à **50 % du montant global et forfaitaire en euros HT du marché subséquent OU du montant cumulé HT des prestations forfaitaires du Marché et des bons de commande émis en exécution du marché OU du montant cumulé HT des bons de commande émis en exécution du marché (selon la forme dudit marché).**

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de l'accord-cadre de plein droit pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 « Résiliation pour faute du Titulaire » du C.C.A.G.-P.I.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation l'Acheteur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Cette pénalité s'appliquera sauf cas de force majeure et sous réserve que le retard ne soit pas imputable l'Acheteur. L'Acheteur émettra un titre exécutoire correspondant au montant des pénalités et notifiera le décompte des pénalités au Titulaire. Il est convenu que l'Acheteur déduira le montant de ce titre exécutoire du règlement correspondant au mois des prestations qui font l'objet des pénalités, ou à défaut, du règlement correspondant au(x) mois suivant(s).

### **11.2 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, de livraison d'un Livrable ou de correction d'un livrable, et plus généralement à chaque fois qu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, une pénalité dont le montant est de **200 euros TTC par jour ouvré** de retard, selon le délai de référence.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard en raison de leur montant.

### **11.3 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail**

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

### **11.4 - Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et de sécurité**

En cas de violation des mesures de sécurité et/ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 4.3 du présent Accord-cadre, le Titulaire s'expose aux pénalités suivantes, conformément à l'article 14.2 du CCAG. P.I. :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

### **11-5 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales**

En cas de non-respect des obligations environnementales **prévues dans le CCTP et le présent CCAP**, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 5% du montant cumulé TTC des prestations forfaitaires du marché subséquent et des bons de commande correspondants émis par l'Acheteur à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise.

**En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.**

## **12 – Responsabilité contractuelle du Titulaire**

Les Parties conviennent que les stipulations du présent article ne sont pas applicables en cas de manquement ou négligence du Titulaire en matière de protection des données à caractère personnel. Seules les dispositions de l'annexe type « Traitement des données personnelles » sont applicables en cas de mise en jeu de la responsabilité des Parties en matière de protection des données à caractère personnel.

Les Titulaires sont responsables, conformément au droit commun, de tout manquement à leurs obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents dont ils sont attributaires.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité des Titulaires pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque des Titulaires à leurs obligations contractuelles, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérées comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité d'un Titulaire serait engagée pour manquements à ses obligations contractuelles, de l'Acheteur est en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, de deux fois le montant global TTC des sommes versées par de l'Acheteur au Titulaire dans le cadre des marchés subséquents qui lui sont attribués (sauf faute lourde ou dolosive).

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Il est expressément convenu entre les Parties, et accepté par les Titulaires, que les stipulations de la présente clause continueront à s'appliquer même en cas de résiliation de l'accord-cadre ou du Marché.

## **13 – Assurances**

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la notification de l'Accord-cadre exécuté à bons de commande, et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à la reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux..

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## **14 - Résiliation de l'Accord-cadre et des Marchés subséquents**

L'Accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les conditions définies au Chapitre 7 du C.C.A.G.- PI.

Outre les cas visés à l'article 39 du C.C.A.G.-P.I., l'Accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité stipulé à l'article 11 du présent CCAP ;
- en cas de décision de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 10 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 16.1 du présent CCAP.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

L'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent Accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'Accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

### **Dispositions relatives à la résiliation des Marchés subséquents :**

**Les marchés subséquents**, quant à eux, pourront être résiliés par l'Acheteur selon les stipulations du Chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I., avec les réserves et précisions suivantes :

1- La résiliation ne peut être prononcée dans les cas prévus aux articles 37 1<sup>er</sup> d), 37 1<sup>er</sup> n) et 38 du C.C.A.G.-P.I. que par l'Acheteur.

2- En cas de résiliation d'un marché subséquent à prix forfaitaire par l'Acheteur sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I., pour motif d'intérêt général, le Titulaire pourra percevoir à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %. Cependant, en cas de résiliation par l'Acheteur d'un marché subséquent à bons de commande sans minimum, ni maximum, sur le fondement de l'article 40 du C.C.A.G.-P.I. pour motif d'intérêt général, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

3- En cas de résiliation d'un marché subséquent pour faute du Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du Titulaire - selon les modalités prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. - soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

## **15 - Droit et langue**

Le présent Accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige sur l'exécution de l'Accord-cadre, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent.

En cas de compétence rationae materiae différente, notamment afférente à la validité des droits de propriété intellectuelle, objet de la cession visée dans les Documents Contractuels, le ressort du tribunal compétent sera celui du ressort des tribunaux de Paris.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## **16 - Clauses complémentaires**

### **16.1 – Régularité administrative du Titulaire**

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Chaque titulaire aura à produire les documents mentionnés ci-après.

♦ **A l'attribution de l'accord-cadre :**

- Les **attestations et certificats délivrés** par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses **obligations fiscales**.
- **L'attestation sur l'honneur complétée et signée**, à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants **qu'ils ne sont pas en situation de conflits d'intérêts** (cf. Attestation vierge jointe au DCE).

♦ **Le Titulaire de l'Accord-cadre produira tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre :**

1/ Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, **un justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2/ Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2, 2° du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date

- d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- **Ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi.**

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

## **16.2 – Prise en compte par le Titulaire des préoccupations environnementales et sociétales**

Le Titulaire s'efforce, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, de prendre en compte les préoccupations environnementales et met en œuvre, lors de l'exécution de ses obligations, tout moyen dont il dispose qui soit de nature à limiter l'impact de son action sur l'environnement.

En particulier, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labelisé écolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire de l'Acheteur et à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

Les mesures prises par le Titulaire pourront être contrôlées par l'Acheteur.

Le Titulaire s'assure du respect des obligations environnementales de l'Accord-cadre par ses co-traitants et/ou sous-traitants éventuels.

**En accord avec les articles L. 2141-1 à L 2141- du Code de la Commande Publique, le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses fournisseurs les dispositions légales et réglementaires dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.**

## **16.3 – Information du Titulaire sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur**

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise

de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe Caisse des Dépôts. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

#### **16.4 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption**

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

#### **16.5 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la Caisse des Dépôts à la réglementation de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT)**

La Caisse des Dépôts est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Elle relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire de l'accord-cadre est informé que la Caisse des Dépôts, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, la Caisse des Dépôts peut être tenue, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

### **17 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles (CCAG-PI)**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI ;
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 13.3 du CCAG-PI ;
- L'article 6 du CCAP déroge à l'article 11.1 du CCAG-PI ;
- L'article 8.3.1 du CCAP dérogé à l'article 5.1.2 du CCAG-PI ;
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG-PI ;
- L'article 10 du CCAP déroge aux articles 28 et 29 du CCAG-PI ;
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.